

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

### ENTRE

**La commune d'Oullins**, représentée par son Maire, Monsieur François-Noël BUFFET, demeurant en l'Hôtel de Ville à Oullins et dûment habilité à cet effet par délibération du conseil municipal du .....,

ci-après dénommée « La Commune »,

**D'UNE PART,**

### ET

**L'Association des Centres Sociaux d'Oullins (A.C.S.O.)**, déclarée à la Préfecture du Rhône le 18-01-1991, parue au Journal Officiel n°8 du 20-02-1991, représentée par son Président en exercice, Monsieur HUMBLET, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le conseil d'administration,

ci-après dénommée « L'A.C.S.O. »,

**D'AUTRE PART,**

Vu la loi n° 2000 – 321 du 12 avril 2000, faisant obligation de conclure une convention avec les organismes de droit privé bénéficiant d'une subvention supérieure à 23 000 €.

Vu le décret n° 2000 – 495 du 6 juin 2000 pris pour l'application de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

### IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

#### Préambule

La Commune d'Oullins est responsable de la politique d'animation sociale, socioculturelle et socio-éducative sur son territoire et est consciente de la nécessité de satisfaire les besoins de la population dans ces domaines.

L'A.C.S.O., créée le 18 janvier 1991, est une association régie par le régime de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. Elle est adhérente à la Fédération des Centres Sociaux de France, du Rhône et à la Convention Collective Nationale des personnels des Centres Sociaux et Socioculturels et des associations adhérentes au SNAECOS du 4 juin 1983.

Un Centre Social est une Association constituée et gérée par des habitants et pour tous les habitants, quels que soient leur âge, leur sexe, leur origine et leur condition, dont les objectifs et les missions sont les suivants :

- Contribuer à améliorer la qualité de leur vie quotidienne,
- Soutenir et promouvoir leur prise de responsabilité dans la vie sociale du quartier,
- Faire entendre leur parole en garantissant un espace de rencontres et d'échanges.

Dans ce cadre, la Ville relève le souhait de l'ACSO d'inscrire dans son projet social la prise en compte des orientations suivantes :

1/ Le projet d'accueil

Renforcer la qualité de l'accueil généraliste et dans toutes les activités.

2/ La démarche participative

Développer la démarche participative au sein des activités.

3/ La communication

Améliorer la communication et le travail d'équipe au sein de l'ACSO.

4/ L'accompagnement à la parentalité

Les parents sont les premiers éducateurs de l'enfant.

Nous voulons :

- développer la démarche d'accompagnement en vue de :
  - > les responsabiliser, les valoriser,
  - > renforcer le lien Parents-Enfants,
  - > leur permettre de prendre du recul sur leur vécu familial au quotidien.

5/ La prévention – citoyenneté

Permettre aux jeunes d'accéder à leurs droits (loisirs, culture, santé, formation-emploi) et de connaître, comprendre et accepter leurs devoirs vis-à-vis de la structure et de la société.

Permettre aux jeunes d'être acteurs de leurs loisirs, de s'ouvrir à d'autres environnements, d'autres cultures.

Lutter contre les discriminations envers les jeunes filles, favoriser le dialogue entre les filles et les garçons dans le but de se connaître, de se respecter et de s'accepter mutuellement.

L'A.C.S.O. est une structure associative de proximité à vocation sociale globale, qui doit assurer une intervention cohérente auprès du plus grand nombre de familles et de personnes. Ses missions visent particulièrement à l'intégration sociale des différentes populations présentes sur la commune.

Le but et les finalités de l'association consistent à permettre à chacun d'être bien, d'évoluer, d'être responsable, acteur et auteur de sa vie à travers les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité, de respect de l'autre, de convivialité et de solidarité, de laïcité et de citoyenneté.

L'A.C.S.O. a par ailleurs vocation à développer des actions en partenariat avec d'autres associations, avec des institutions éducatives, sociales et culturelles, avec des collectivités territoriales, dans le cadre des principes fondamentaux précédemment énoncés.

L'A.C.S.O. s'engage à maintenir et développer l'ensemble des programmes d'actions cités ci-dessous, définis comme priorité. Les objectifs sont :

1/ Favoriser la mobilisation et la responsabilisation des adultes ou des parents et développer des actions concertées avec les familles, quel que soit le secteur concerné.

2/ Favoriser la prise en compte des besoins exprimés par les jeunes et engager une action à long terme.

3/ Privilégier l'insertion des jeunes en développant leur sens de l'initiative, de la responsabilité et en encourageant les réalisations de projets.

4/ Maintenir des activités et actions sur les quartiers.

5/ Développer les actions qui favorisent la mixité sociale et inter générations par le biais d'un accès tout public et tout quartier.

Souhaitant établir de nouvelles relations de partenariat et maintenir, structurer et confirmer son soutien à l'A.C.S.O., la Commune d'Oullins a souhaité s'engager dans une convention d'objectifs et de moyens avec l'A.C.S.O.

La Commune d'Oullins assure la pérennité du fonctionnement de l'ACSO, en finançant le socle de l'association (pilotage, fonctionnement). Elle a déterminé des secteurs d'intervention prioritaires sur lesquels elle est prête à s'engager.

### **Le secteur enfance :**

- Le contrat-enfance 2002-2006 :
  - Projet n°1-8 « mise en œuvre du projet éducatif de la halte-garderie, les Poussins » ;
  - Projet n° 1-9 « développement d'un équipement d'accueil du jeune enfant, les Tchou-Tchou » ;
  - Projet n°1-10 « extension des CLSH Diderot et la Saulaie, transfert dans un nouveau local unique ». Mercredi, petites et grandes vacances des 3-5 ans.
- Accompagnement scolaire (AEPS) des enfants de l'école primaire, en lien avec la réflexion menée par le service scolaire de la ville sur le périscolaire, l'activité de l'A.C.S.O. devant s'inscrire dedans.
- CLSH des 6-12 ans et animations enfants : en lien avec la réflexion menée par le service sports et jeunesse de la ville sur les animations sportives, les deux structures devant être en complémentaires et cohérentes.

### **Le secteur adolescents 12-18 ans :**

Ce secteur est chargé d'organiser et de développer des actions d'animation et de prévention en direction des jeunes de la Commune. Ses objectifs sont le respect d'autrui, le respect des règles, le respect des locaux et équipements et la nécessité d'apprendre aux jeunes à vivre ensemble en s'impliquant en prenant des initiatives et en réfléchissant à leurs actes.

Ce secteur a un rôle d'éducation, de prévention générale et d'accompagnement.

Les parents seront associés à ces actions afin d'être partie prenante des temps extra-scolaires de leurs enfants.

L'A.C.S.O. devra assurer une mission d'accueil et d'écoute pour les jeunes, visant à favoriser leur intégration sociale. Dans une perspective de prévention, l'A.C.S.O. les aidera à élaborer et à réaliser des projets sur le long terme. Un lien sera développé avec les associations locales pour donner aux jeunes la possibilité d'y accéder.

### **Le secteur adultes et familles :**

Actions de socialisation et d'intégration dans la vie de tous les jours, aide au quotidien (budget alimentation, accompagnement du parcours scolaire des enfants, place du père...).

Axes à développer : socialisation, intégration, mixité inter générations et sociale, apprentissage du français.

Animations, sorties familiales, vacances, conseillère en économie familiale...

Pour les personnes âgées : développement d'actions et animations régulières ou ponctuelles.

## **Le club du samedi**

Actions, animations et sorties en direction de personnes handicapées.

### **1. Objet et durée de la convention**

#### **Article 1 : objet**

La présente convention a pour objet de définir les relations de partenariat entre la commune d'Oullins et l'Association des Centres Sociaux d'Oullins dans le domaine de l'animation et des actions sociales et socio-éducatives existantes où à développer, la commune reconnaissant à l'A.C.S.O. la pertinence de son action dans le cadre de l'animation de la cité.

Par la présente convention, l'ACSO s'engage à réaliser les actions ou éventuellement les programmes d'actions conformes à son objet social, au projet pluriannuel de centre social agréé et aux orientations inscrites en préambule, ainsi qu'à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Par la présente convention, les deux parties conviennent de l'intérêt qu'il y a :

- de définir la place de l'A.C.S.O. dans le champ de la politique d'animation sociale, socioculturelle et socio-éducative de la ville d'Oullins, tout en respectant le projet et les compétences de l'association ;
- d'élaborer un document permettant d'affirmer l'engagement financier de la commune et d'en assurer la pérennité du socle de l'ACSO (pilotage, gestion administrative, accueil, locaux...) ;
- de permettre à la commune de disposer d'un moyen d'évaluation de l'emploi des subventions pour la réalisation d'objectifs conformes à l'objet social de l'A.C.S.O. ;
- de préciser les règles de coopération et de bonne entente entre elles.

La commune d'Oullins confie à l'A.C.S.O. la mise en œuvre d'actions sociales, socioculturelles, socio-éducatives et de loisirs organisés au sein des différents locaux mis à disposition de l'A.C.S.O.

En contrepartie des prestations assurées par l'A.C.S.O., la commune versera des participations financières et mettra à disposition des moyens matériels et immobiliers.

#### **Article 2 : durée**

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2010, renouvelable une fois par tacite reconduction sans jamais pouvoir excéder 12 ans. Elle annule et remplace la convention précédemment en cours.

### **2. Obligations de la commune**

#### **Article 3 : mise à disposition de locaux municipaux**

Des locaux municipaux sont gratuitement mis à disposition de l'A.C.S.O. pour assurer ses missions telles que définies à l'article 1 de la présente convention.

Des locaux sont affectés de manière permanente à l'A.C.S.O. :

- le Centre Social Moreaud, 91, rue de la République à Oullins (1832 m2).
- le Centre de Loisirs, 273 grande rue à Oullins (316 m2) ; et
- le Centre Social de la Saulaie, 17 rue de la Convention à Oullins (500 m2, dont la halte garderie des Tchou-Tchou et les anciens locaux de la Joujouthèque).

Des locaux, sis au Pôle Social du Golf, 4 rue Salvador Allende à Oullins, sont affectés de manière temporaire à l'A.C.S.O. :

- salle d'activité AEPS
- bureau n° 2
- cuisine
- salles de réunions 1 et 2
- salle d'accueil mères et enfants

Toute utilisation de locaux municipaux autres que ceux précédemment cités et qui seraient nécessaires pour le déroulement d'activités spécifiques devra faire l'objet d'une demande préalable auprès des services municipaux concernés. Cette demande fera l'objet d'un examen par la commune et sera satisfaite dans la mesure des créneaux horaires disponibles.

Les activités de l'A.C.S.O. ne pourront en aucun cas se dérouler durant les créneaux horaires consacrés à l'entretien et à la réparation des locaux, planifiés et effectués par les services municipaux. Pendant ses activités, l'A.C.S.O. est l'unique utilisatrice des locaux mis à disposition. Elle est seule responsable de l'ouverture, la fermeture et la mise en sécurité de ceux-ci.

#### **Article 4 : travaux et entretien des locaux municipaux mis à disposition**

La commune s'engage à effectuer dans ses locaux les travaux et aménagements qui incombent normalement au « propriétaire », et notamment les travaux de sécurité et de mise en conformité.

La commune prend en charge le nettoyage des locaux mis à disposition (hormis pour les EAE Poussins et Tchou-Tchou), à l'exception des travaux d'entretien résultant d'une utilisation exceptionnelle des locaux accordée par la commune.

### **3. Obligations de l'A.C.S.O.**

#### **Article 5 : assurances - responsabilité - recours**

En sa qualité de propriétaire, la commune assure l'ensemble des locaux mis à disposition de l'A.C.S.O.

L'A.C.S.O., en sa qualité d'occupant des locaux mis à disposition, doit se garantir auprès d'une compagnie notoirement solvable pour :

- 1 - Sa responsabilité civile du fait de son activité dans les locaux mis à disposition par la commune.
- 2 - Sa responsabilité pour les bâtiments (risque locatif) ainsi que les agencements, mobilier, matériel qui lui sont confiés pour l'ensemble des risques qu'elle peut encourir du fait de son activité notamment les risques incendie, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux, vols, bris de glace, vandalisme, etc...
- 3 - Ses propres biens, agencements, mobilier, matériel, marchandises et tous ceux dont elle serait détentrice pour l'ensemble des risques qu'elle peut encourir du fait de son activité notamment les risques incendie, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux, vols, bris de glaces, vandalisme, etc...

Elle devra en justifier chaque année à la date anniversaire de son attestation d'assurance.

La commune décline toute responsabilité pour les vols qui pourraient être commis dans les locaux mis à disposition de l'A.C.S.O.

Par le seul fait de l'occupation, la commune est subrogée dans tous les droits de l'assuré en cas d'incendie et peut notifier à la compagnie, aux frais de l'assuré, tous les actes nécessaires pour faire produire à cette subrogation tout son effet.

L'A.C.S.O. devra immédiatement prévenir la commune ou son mandataire de tout sinistre ou défectuosité pouvant entraîner sa responsabilité, sous peine de dommages-intérêts. A défaut la responsabilité de la commune ou de son mandataire ne saurait être engagée concernant :

- les troubles de jouissance et dommages causés par des voisins et tiers n'invoquant pas des droits conférés par la commune ;
- les dégâts causés dans ledit bien ou a son mobilier, tant par l'humidité, les infiltrations d'eau, le mauvais tirage des cheminées, que par tous les vices ou défectuosités quelconques des locaux mis à disposition ;
- l'arrêt de l'eau en cas de nécessité ;
- les vols ou dégâts immobiliers qui en seraient la conséquence.

L'A.C.S.O. supportera les vices et servitudes apparents ou non, les réparations jugées utiles quelle qu'en soit la durée. Elle subira également les inconvénients causés par les constructions voisines en s'engageant à ne rien réclamer à la commune de ce fait.

En cas d'incendie total ou partiel, elle ne pourra réclamer aucune indemnité pour privation de jouissance et ladite convention sera de fait résiliée.

#### **Article 6 : affectation des locaux**

L'A.C.S.O. ne pourra pas affecter ces locaux à un autre usage que celui prévu dans la présente convention, concourant à la réalisation de l'objet de l'association, dans le respect de ses statuts et des principes fondamentaux énoncés en préambule.

Eu égard à son caractère personnel, la présente convention ne peut faire l'objet ni d'une cession ni d'une sous-location, à titre gratuit ou payant.

L'A.C.S.O. s'engage à ne pas sous-louer de locaux, à titre gratuit ou payant, à des tiers, ni même à des membres de l'association en vue de l'utiliser à des fins personnelles.

#### **Article 7 : occupation - jouissance**

L'A.C.S.O. s'engage à utiliser les locaux mis à sa disposition dans le respect des règlements intérieurs et de sécurité des différents équipements concernés et dans un esprit de coopération avec les services municipaux. Une réunion annuelle de coordination relative à l'occupation des locaux aura lieu à cet effet à l'initiative de la commune. D'autres réunions pourront avoir lieu ponctuellement.

L'A.C.S.O. s'engage à prendre les locaux, avec leurs équipements et installations, dans l'état dans lesquels ils se trouvent le jour de la signature de la présente convention, sur la base d'un état des lieux réalisé préalablement et conjointement avec la commune. L'A.C.S.O. veillera à adapter ses activités à la configuration existante des locaux. Toute modification dans la disposition des lieux ne pourra être réalisée qu'avec l'accord préalablement écrit de la commune.

L'association jouira paisiblement des locaux sans faire, ni souffrir qu'il y soit fait des dégradations. L'A.C.S.O. devra se conformer à tous les règlements en vigueur, notamment en matière de sécurité, d'hygiène, de police et de voirie. Elle ne pourra en outre ni dégrader les façades, ni déposer dans les parties communes des objets malodorants ou entreposer des objets dangereux présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

L'A.C.S.O. utilisera les locaux, matériels et mobiliers mis à disposition uniquement dans le cadre de ses missions, elle en prendra le plus grand soin et veillera à leur entretien. Toute dégradation des locaux

provenant d'une négligence grave ou d'un défaut d'entretien de la part de l'A.C.S.O. devra faire l'objet d'une remise en état à ses frais.

L'A.C.S.O. sera tenue de signaler à la commune en temps utile les grosses réparations et travaux conservatoires qui s'avèreront opportuns.

Dans le cadre de projets ou travaux, la commune peut être amenée à transférer temporairement certaines activités dans d'autres locaux.

La direction de l'A.C.S.O., en tant que responsable du fonctionnement de l'association, est chargée de prendre et de faire respecter les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du public et du personnel durant le déroulement des activités de l'A.C.S.O.

#### **4. Conditions financières**

##### **Article 8 : Engagements financiers de l'A.C.S.O.**

Le financement des activités assumées par l'A.C.S.O. est assuré par :

- les ressources propres de l'association constituées principalement par les recettes découlant de la participation des usagers et des cotisations des adhérents ;
- les subventions publiques obtenues par l'association ;
- les financements privés susceptibles d'être obtenus au titre du mécénat et du parrainage ;
- les autres recettes autorisées par les dispositions légales en vigueur.

L'A.C.S.O. est souveraine quant à la gestion des finances nécessaires à l'accomplissement de ses missions. Elle s'engage à gérer les finances qui lui sont remises pour l'exécution de ses missions avec rigueur, dans le respect des législations et dans le cadre de l'exécution de son projet. Afin d'assurer à la commune la possibilité d'exercer un contrôle des finances de l'association, l'A.C.S.O. s'engage à :

- accueillir en tant que membre de droit en son conseil d'administration deux représentants de la municipalité, conformément aux statuts de l'association ;
- faire connaître les coordonnées du commissaire aux comptes exerçant ses fonctions dans les conditions prévues par les articles L.225-218 à L.225-242 du Code de Commerce.
- communiquer chaque année le compte de résultat et le bilan de gestion comptable, au plus tard le 30 juin. Ces documents sont réalisés dans le respect des règles en vigueur, dûment certifiés par un commissaire au compte, et feront apparaître clairement le montant des aides indirectes et des subventions accordées par la commune ;
- fournir à la commune une évaluation et un compte de résultat analytique de chacune des actions ou missions réalisées, dans les trois mois suivants la fin de l'action.
- communiquer à la commune le rapport du commissaire aux comptes, et le procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire.
- déposer en Mairie les documents précités afin de permettre la consultation du public.
- déposer en Préfecture du Département où se trouve le siège social de l'ACSO, son budget, ses comptes, la présente convention conclue avec la Commune et le différents partenaires financiers et le cas échéant, les comptes rendus financiers des subventions reçues.

Pour la mise en œuvre des actions, chacune des activités précédemment décrites doit faire l'objet des documents suivants qui sont consultables en tant que de besoin à l'ACSO :

- projets pédagogiques ou de services.
- organigramme explicite concernant l'organisation de ces activités et le développement d'éventuels partenariats.
- budget prévisionnel et d'une grille indicative de tarification des activités.
- bilan d'activités quantitatif et qualitatif (par semestre).

## **Article 9 : Engagements financiers de la commune**

### **Article 9-1 : participation de la commune aux charges structurelles de l'A.C.S.O.**

La commune participe partiellement au financement et à la pérennité des moyens nécessaires à la mise en oeuvre des missions d'A.C.S.O. : fonctionnement des locaux, logistique et pilotage, pour la durée de la présente convention, soit 4 ans.

En tant que membre de droit du Conseil d'Administration de l'A.C.S.O., la ville par le biais de ses représentants, émettra un avis sur les profils de poste et les candidatures de l'équipe de direction de l'A.C.S.O.

Pour mémoire, la ville d'Oullins valorise aussi les locaux mis à disposition, ainsi que les fluides, l'entretien, les travaux effectués et le personnel mis à disposition.

### **Article 9-2 : participation de la commune, financement par objectifs aux secteurs prioritaires précisés dans le préambule de la présente convention**

La commune participera, par le biais de la subvention annuelle, au financement de toute ou partie des secteurs d'intervention déterminés prioritaires. Toute nouvelle action soumise à la commune sera préalablement acceptée par le Conseil d'Administration de l'ACSO. La participation de la commune à tout autre projet ou action autres que ceux cités plus haut se fera, le cas échéant, dans le cadre d'une convention spécifique qui pourra être assortie d'une subvention exceptionnelle.

### **Article 9-3 : modalités de versement de la subvention annuelle**

Pour la durée de la convention, la commune d'Oullins s'engage à participer au financement de l'A.C.S.O., sous réserve du respect par cette dernière de ses engagements. L'A.C.S.O. devra impérativement faire parvenir à la commune sa demande annuelle de subvention avant le 15 octobre. Cette demande de subvention se décomposera en secteurs et activités (intégralité des dépenses et recettes), et en isolant les charges structurelles (pilotage,entretien...).

L'évolution du montant de la subvention accordée chaque année ressortira des décisions budgétaires annuelles arrêtées par le Conseil Municipal. Cette évolution sera en tout état de cause limitée à la subvention de l'année précédente (hors subvention exceptionnelle), majorée au maximum du taux de l'inflation pour les charges structurelles. Le versement de cette subvention sera effectué selon l'échéancier suivant : un premier acompte correspondant à la moitié de la subvention annuelle de l'année précédente sera versé en janvier, le solde du montant de la subvention votée pour l'année en cours par le Conseil Municipal sera versé en juillet.

## **Article 10 : indemnité d'occupation et charges de fonctionnement des bâtiments**

L'occupation des locaux par l'A.C.S.O. est consentie à TITRE GRATUIT, s'agissant d'une association oullinoise à but non lucratif. Cette mise à disposition est valorisée à hauteur de 65 892,45 € (valeur 2005), somme correspondant à l'estimation par la commune de la valeur locative annuelle des locaux.

La commune prend en charge le coût du personnel affecté à l'entretien des locaux mis à disposition.

L'A.C.S.O. s'engage à faire figurer dans ses documents de communication financière le montant total et la nature des concours apportés par la commune (576 533,89 euros valeur 2005).

## **Article 11 : impôts et taxes**

La commune supporte les éventuelles taxes afférentes aux locaux mis à disposition de l'A.C.S.O.



## **5. Dispositif de concertation et d'évaluation**

### **Article 12 : Comité de concertation**

Afin d'assurer le suivi et l'évaluation de la présente convention, un groupe de suivi du projet VILLE/A.C.S.O. est constitué. Il comprend des représentants de la Ville désignés par le Maire, et du Conseil d'Administration. Il sera élargi, en tant que de besoin, à un représentant de la Caisse d'Allocations Familiales, de l'Etat, du Conseil Général et de tout autre financeur.

Placé sous la présidence du Maire ou de son représentant, sa fréquence de réunion sera au minimum biannuelle à l'initiative et sur invitation de la Ville.

L'ordre du jour de ces réunions sera défini conjointement et envoyé aux participants au minimum 10 jours avant la date fixée pour la rencontre.

Seront abordés prioritairement :

- politique culturelle et éducative locale, recomposition urbaine, mise en œuvre des différents dispositifs de politique publique.
- situation de l'emploi, évolution ou réorganisation des projets associatifs.
- Partenariat divers, relation avec la politique de la Ville, actualités des quartiers, enjeux locaux.

L'ordre du jour de ces réunions sera défini conjointement et envoyé aux participants au minimum 10 jours avant la date fixée pour la rencontre.

### **Article 13 : Evaluation et présentation du bilan des actions**

Chaque année, au plus tard le 15 septembre, l'A.C.S.O. transmettra à la commune une évaluation des actions conduites durant la saison en cours. Cette évaluation permettra de définir les priorités, le niveau de subvention des actions reconduites sur les années suivantes et les actions renforcées et les actions nouvelles. Ce document d'évaluation comprendra :

- le budget prévisionnel et le budget réalisé de chaque action ;
- le nombre et le profil (âge, lieu de résidence) des adhérents ou du public concernés par chaque action de l'A.C.S.O. ;
- le bilan des conséquences des actions sur les adhérents, les publics, les bénévoles et éventuellement les quartiers concernés ;
- les partenariats mis en œuvre pour chaque action.

Chaque année, l'A.C.S.O. fournira à la commune, à l'occasion de l'Assemblée Générale, un compte de résultat et un bilan de l'exercice écoulé, certifiés par le commissaire aux comptes ainsi qu'une copie du rapport de ce dernier. Ces documents seront transmis à la Direction Générale des Services d'Oullins et présentés lors de la réunion de concertation de juillet. Ils feront ensuite l'objet de négociations pour définir les actions que la commune choisira de financer au cours de l'année civile suivante.

## **6. Résiliation et modification de la convention**

### **Article 14 : résiliation de la présente convention**

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, et après mise en demeure restée infructueuse, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 6 mois.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association, ou de changement de statut juridique ou de changement d'objet social.

#### **Article 15 : modification de la présente convention**

La présente convention peut être révisée à la demande des parties au cours de sa validité. Toute modification du contenu de la présente convention ou de ses annexes fera l'objet d'un avenant à celle-ci approuvé par les deux parties signataires et transmis à la Préfecture pour le contrôle de légalité.

#### **Article 16 : tolérance**

Toutes les clauses stipulées à la présente convention, sans exception, sont de rigueur et dans le cas où il y serait dérogé par l'un ou l'autre des cosignataires, le comité de concertation sera saisi dans les plus brefs délais (15 jours maximum) afin de rechercher une solution.

#### **Article 17 : élection de domicile**

Pour l'exécution des présentes, élection de domicile attributive de juridiction est faite à Oullins, en l'Hôtel de Ville pour la commune et dans les locaux mis à disposition pour l'A.C.S.O..

Fait à Oullins,  
Le  
En cinq exemplaires originaux.

**L'Association des Centres Sociaux d'Oullins,**

**La commune,**

**M. Michel HUMBLET,  
Président,  
Association des Centres Sociaux d'Oullins**

**M. François-Noël BUFFET,  
Sénateur-Maire,  
Commune d'Oullins**